

stabilité financière et des niveaux d'épargne nationale suffisants, tout en s'efforçant d'**engager des réformes du secteur financier qui renforcent la confiance des investisseurs.**

Soutien international pour l'emploi et mesures de protection sociale

9. Nous remarquons que la crise financière a eu des coûts sociaux considérables. En plus de la montée du chômage et de la baisse des revenus réels, la crise financière pourrait entraîner une augmentation de la pauvreté dans la plupart des économies gravement touchées. Nous sommes donc favorables à la plus grande souplesse des programmes du FMI et nous nous félicitons des efforts déployés par la Banque mondiale pour tripler ses prêts au secteur social et par la Banque asiatique de développement pour doubler les siens.

Restructuration des secteurs financiers et des secteurs des entreprises

10. Il est essentiel, pour relancer la croissance économique dans les économies les plus gravement touchées par la crise, de relancer le secteur privé en contribuant à recapitaliser les institutions financières, en aidant les entreprises à faire face à leur lourd endettement, et en rétablissant leur accès au financement commercial et au financement par fonds de roulement.

À cet égard, nous encouragerons la restructuration des secteurs financiers et des secteurs des entreprises par des mécanismes visant :

- **à mobiliser une aide supplémentaire afin de soutenir la mise en œuvre d'une restructuration accélérée des secteurs financiers et des secteurs des entreprises, y compris l'utilisation des garanties de banques multilatérales de développement et d'autres mécanismes novateurs;**
- **à accroître le financement par fonds de roulement et le financement commercial disponibles, y compris des efforts de coopération entre des organismes de crédit et d'assurances tels que des institutions bilatérales et des banques multilatérales de développement;**
- à appuyer les efforts visant à **mobiliser des capitaux propres et des investissements du secteur privé** afin d'aider des entreprises et des institutions financières en difficulté dans la région de l'APEC à restructurer leurs finances et leurs opérations;